

L'info du jour

« Mieux exprimer ce qui

Le premier grand débat national dans le Var, proposé hier par la députée Valérie Gomez-Bassac a rassemblé une quarantaine de personnes à **La Roquebrussanne**. Il était animé par son suppléant, Philippe Brel

Devant la porte, des gilets jaunes distribuent des tracts sur le référendum d'initiative citoyenne. À l'intérieur de la salle du Moulin à La Roquebrussanne, une quarantaine de personnes sont assises en rond. Au milieu par terre, des marqueurs et des feuilles. Des petits mots sont affichés sur les murs. Le décor est ainsi posé pour le premier grand débat national de la 6^e circonscription proposé par la députée Valérie Gomez-Bassac. Son suppléant, Philippe Brel prend la parole. Évoque le déroulement, la méthode (voir par ailleurs). Le maire, Michel Gros, ajoute quelques mots pour enlever toute « ambigüité ». « J'ai répondu à la sollicitation de Madame la députée pour mettre à disposition une salle. Je ne suis pas l'organisateur. Je participe au débat. » Chacun est entré ensuite dans le vif du sujet. Certains ont lancé des thématiques. Tous ont ensuite constitué des groupes pour aborder les sujets choisis. Les discussions ont suivi. Les expériences et constats ont été partagés. Divergences et convergences d'opinions ont alimenté les tables rondes. Des propositions communes ont été avancées. Les conclusions ont été tirées au bout de deux heures et demie. Les délais étaient tenus malgré l'engouement des participants à poursuivre les échanges. Au bout, une satisfaction générale d'avoir participé. Et l'espoir de voir un retour concret de ce premier grand débat.

G. LEVA, gleva@varmatin.com
Photos : Gilbert RINAUDO



« Dans un esprit d'écoute et de compréhension mutuelles »

En préambule, Philippe Brel a évoqué la méthode, « l'esprit », pour animer ce grand débat selon la volonté de la députée.

« J'ai souhaité ne pas partir des trente-cinq questions posées par le président mais de partir de vos préoccupations. » Un recentrage sur la proximité, « on est sur un territoire avec des problématiques spécifiques ». Une libre parole, « contrairement aux réseaux sociaux, on est à visage découvert. On va débattre dans un esprit d'écoute et de compréhension mutuelle. On va essayer à partir des questions de construire des débats de réponses ». Et de convier chacun, « à exprimer ce qui lui tient à cœur. Et ce sur quoi, on voudrait que les choses changent, évoluent, s'améliorent... »

Le principe du « mini-forum ouvert » était retenu. « C'est vous qui allez faire l'ordre du jour. Je vous invite à prendre une feuille et un marqueur et écrire en une phrase, les sujets sur lesquels vous souhaitez travailler. » Ils étaient ensuite affichés sur « la place du marché. Le porteur de la thématique va animer la table ronde. Le but de la manœuvre est de clarifier nos idées et les enjeux que vous allez poser ». Des groupes se constituaient.

Les participants avaient le libre choix de débattre sur telle ou telle thématique. Vingt minutes plus tard, une seconde session sur d'autres sujets était ouverte. Ensuite, il revenait à chaque rapporteur de présenter un résumé en fin de



séance. « Un compte rendu de l'ensemble de vos travaux sera produit. Il sera porté au niveau du grand

débat national. » Et pour conclure, Philippe Brel a demandé à chacun d'exprimer à un mot leur ressenti.

Les thématiques



Philippe Brel a invité les participants à inscrire sur une feuille les sujets dont ils souhaitaient débattre. Certaines thématiques proches ont été regroupées dans une même table ronde.

- ▶ Comment mieux accompagner dans les territoires les jeunes et les seniors ?
- ▶ Le transport et les coûts induits trop importants sur nos territoires. Aide à la mobilité.
- ▶ Réforme de la TVA.
- ▶ Education nationale, écoles rurales, enseignants.
- ▶ Ce que l'Europe apporte à la France, au Var.
- ▶ Les députés ont-ils le pouvoir d'influencer vraiment le gouvernement.
- ▶ La dématérialisation administrative pour nos anciens.
- ▶ Comment être citoyen aujourd'hui dans un pays démocratique, la France ?
- ▶ La réforme des institutions.

- ▶ Promouvoir réellement l'écologie et la transition.
- ▶ Quelles questions et ensuite quelles réponses apporter aux seniors.
- ▶ Clarifier le problème de l'immigration. Son coût et son retour sur investissement.
- ▶ Vivre dignement, coût et références. Exemple personnes dépendantes.
- ▶ Organisation, efficacité et prolongement des débats.
- ▶ Emploi, insertion, mobilité.
- ▶ Le déficit financier français.
- ▶ Rendre le vote obligatoire.
- ▶ Transition écologique, les aides comment en parler.
- ▶ Financement des Ephad pour les résidents.
- ▶ Quelle fiscalité pour demain.
- ▶ Comment mettre la transition écologique au cœur de nos politiques publiques et la mettre en œuvre dans chaque commune, rapidement et concrètement ?

vous tient à cœur »



Au fil des comptes rendus, des propositions...

Il revenait, en clôture des deux sessions, à chaque rapporteur des tables rondes de présenter un résumé, en trois minutes, des échanges et propositions avancées. Extraits.



Fiscalité, TVA, déficit...

« On a fait un constat d'une injustice fiscale et de situations individuelles. Pour exemple : TVA payée de la même manière pour tout le monde, impôt sur le revenu payé par moins de la moitié des Français, suppression de la taxe d'habitation pour une partie des citoyens. »

« L'idée maîtresse est la nécessité de glissement d'une meilleure proportionnalité sur l'impôt. L'impôt sur le revenu devrait être payé par tous de façon proportionnelle. Garder la taxe d'habitation pour maintenir le lien entre les administrés et le territoire et pour une question d'autonomie fiscale. Trouver une imposition qui permette de taxer les plus riches mais sans les faire fuir. Celui qui est français paye ses impôts en France. C'est ce qui se fait dans certains pays. Une fiscalité modérée pour les carburants. Baisse de la TVA pour limiter le travail au noir... »

Senior, maintien à domicile

« Le coût du maintien à domicile est



élevé. Les horaires d'intervention sont parfois inadaptés. » « La dématérialisation administrative, perçue comme une catastrophe, a été évoquée à l'instar des conditions de travail des salariés en Ephad, l'accès aux infirmiers libéraux dans le milieu rural. » « Parmi les propositions, il y a une assurance dépendance déductible des impôts. Pour les hôpitaux, quelle gestion des budgets efficaces. Pour les aidants qui soutiennent financièrement leurs aînés hors Ephad, quelle défiscalisation... La situation difficile des anciens conjoints collaborateurs. L'organisation des systèmes de repas à domicile... » « Comment vivre dignement ? Pour un jeune sans emploi, pour un enfant en situation de handicap, pour une personne dépendante. Quelle solidarité ? »



Démocratie, citoyenneté

« Nous avons repéré des dysfonctionnements : la faible participation aux votes, une forme de défiance et de méfiance, peu d'efficacité à tous les niveaux... Nous avons évoqué les droits et les devoirs, l'information du citoyen par le service militaire, à l'école, au collège, lycée... »

« Comment favoriser cette formation du citoyen sur le terrain ? Comment accéder aux démarches administratives ? La restitution du rôle d'un écrivain public ou d'autres choses à inventer pour aider les gens... Il faut qu'aujourd'hui on soit plus participatif. »

« Nous avons également parlé de la relation de la mairie avec l'ensemble des institutions. Comment établir un échange ? Comment le citoyen peut intervenir dans la vie politique ? »



Transition écologique

« Déjà, il faut communiquer d'avantage sur les aides que l'on peut avoir pour faire des économies d'énergie. Sur les déchets au niveau national : mêmes couleurs de conteneurs, retour des consignes pour le verre et peut-être pour le plastique. Il faudrait généraliser : la récupération d'eau de pluie, les jardins et composteurs collectifs, le bio local pour alimenter les cantines, la création des pistes cyclables, développer le covoiturage avec des aires dans chaque commune. Il faudrait également valoriser : l'engagement citoyen, la biodiversité dans les villes... »

Réforme des institutions

« Nous avons vu qu'il y avait trop de strates : les communes, intercommunalité, départements, régions. Et beaucoup trop d'établissements publics ; qui fait quoi ? Il faut redéfinir les fonctions. » « Pour la réforme de la constitution, ça était un oui unanime. Le sénat justement la bloque. Il faut revoir le régime présidentiel. Les trois pouvoirs – législatif, exécutif et judiciaire – sont très déséquilibrés. Le gouvernement a pris le pouvoir. Revoir aussi le rôle des préfets. La proportionnelle a aussi été évoquée. »



Les jeunes, les seniors, l'Education nationale

« Nous avons porté notre attention sur une méthode d'approche des problèmes. Plutôt que de réfléchir aux systèmes, on s'est dit de prendre comme angle une réflexion sur les personnes. Sur leur cycle de vie. En quoi essentiellement par rapport à ces grandes phases de la vie, le fait d'appartenir à des territoires, urbains, péri-urbains, ruraux était facteurs de chance ou au contraire de handicaps. Quel rééquilibrage, quelle nouvelle solidarité. On retrouve les mêmes thématiques déjà évoquées : mobilité, services publics, transports. » « Notre proposition forte, concernant l'Education nationale, est de mettre la priorité sur la maternelle et le primaire qui sont les clefs de réussite de la vie. »



Emploi, insertion et mobilité

« Sur l'emploi, nous avons fait le constat que la formation n'est pas toujours adaptée aux besoins du territoire. » « Nous avons parlé des performances de pôle emploi avec une bonne synergie avec les Missions locales. » « La mobilité sur le territoire est un problème. Il faut réfléchir à une mobilité propre. Nous proposons un groupement d'intérêt économique partenarial

public, privé et associations. Il faut trouver des solutions rapides : covoiturage, des taxis en partie financés. Et à long terme, la réouverture de la ligne ferroviaire Carnoules - Gardanne. Beaucoup trop de jeunes ou moins jeunes ne peuvent pas aller vers l'emploi à cause de la mobilité. Nous avons aussi parlé du rapprochement de l'hébergement. »

Immigration : coût et solutions

« L'immigration prévue par la France, c'est l'importation de main-d'œuvre pour avoir un coût du travail faible au détriment des ressortissants et au profit des patrons. L'immigration non choisie par la France, c'est quelqu'un qui quitte son pays pour aller chercher mieux ailleurs à cause de problèmes économiques, politiques, persécutions religieuses, guerres, insécurité. » « L'immigration coûte plutôt cher à la société. Le regroupement familial, ça un prix. Le nombre d'enfants des immigrés est trop important. La culture, la langue et les valeurs sont peu à peu remplacées par celles des nouveaux arrivants. Les gens immigrés doivent respecter la culture locale. Les migrants arrivent avec les mains vides. » « Les solutions : avoir une carte de citoyen délivrée par l'Etat, limiter la politique familiale à partir du deuxième enfant, plus d'intégration en favorisant les associations, responsabiliser les parents en coupant les allocations familiales si délinquance, appliquer plus efficacement les lois, éviter de concentrer les personnes dans les mêmes habitats, organiser des rencontres, des voyages, des gens de la France profonde dans les cités et inversement. »

